

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MAI 1910.

Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi du 21 mai 1906, relative aux traitements du personnel de l'enseignement primaire (1).

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. CARTON DE WIART.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

Les propositions de lois présentées par les honorables MM. Buyl et Maenhaut en vue d'améliorer la situation des instituteurs primaires ne donnent satisfaction qu'aux instituteurs, institutrices, sous-instituteurs, sous-institutrices des communes de la 5^e catégorie et qu'aux sous-instituteurs et sous-institutrices des communes des 4^e et 3^e catégories.

Quant au personnel enseignant des communes des autres catégories prévues à l'article 15 de la loi scolaire, ce personnel bénéficie déjà actuellement d'un revenu soit égal, soit supérieur aux taux fixés par ces propositions, et dès lors, celles-ci, si elles étaient admises ne lui seraient pas applicables. Il en résulterait que la situation de ces agents, au point de vue du traitement, resterait régie par l'article 15 tel qu'il a été voté par la loi du 15 septembre 1895, c'est-à-dire qu'ils ne pourraient pas faire entrer en ligne de compte toutes leurs années de services dans le calcul des augmentations périodiques et qu'ils continueraient à recevoir une augmentation quadriennale de 100 francs, alors que les bénéficiaires du projet de M. Gielen, repris par M. Buyl pourraient obtenir des augmentations de 300 et même de 400 francs, et ceux du projet de M. Maenhaut, des augmentations de 150 francs.

Des agents ayant le même nombre d'années de service seraient donc régis par des lois différentes, selon la catégorie de la commune à laquelle ils appartiennent.

Cependant M. Buyl ne veut plus de différence dans la situation des instituteurs, car, dit-il : « rien ne peut justifier une loi traitant différemment des

(1) Propositions de loi, n°s 37 et 210 (session de 1908-1909).

Rapport, n° 210.

» hommes appartenant au même corps enseignant, accomplissant la même tâche et ayant les mêmes besoins, les mêmes obligations sociales ».

L'égalité que M. Buyl veut établir n'existe donc pas dans son projet.

La condition des instituteurs doit toujours préoccuper les pouvoirs publics.

Pour donner satisfaction à leurs légitimes revendications, et en vue de mettre fin aux critiques et aux controverses soulevées par le manque de précision et de clarté des dispositions sur la fixation des traitements des instituteurs, j'ai l'honneur de proposer, à titre d'amendement, les dispositions ci-après, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi scolaire.

L'article 13 de cette loi établit cinq catégories de communes.

Il y a lieu de supprimer la 5^e catégorie, tant pour ce qui concerne le revenu que quant à l'évaluation du logement ou de l'indemnité de logement.

L'instituteur, l'institutrice, le sous-instituteur, la sous-institutrice, débuteraient donc dans la carrière avec un revenu respectivement de 1400 francs, 1500 francs, 1500 francs et 1400 francs, et les instituteurs et institutrices recevraient, en outre, un logement d'une valeur locative de 500 francs, ou une indemnité de pareille somme. De plus, les amendements majorent de 200 francs le revenu initial des sous-instituteurs des 4^e, 3^e, 2^e et 1^{re} catégories, et de 100 francs celui des sous-institutrices des 3^e, 2^e et 1^{re}.

L'article 14 prévoit trois modifications : il propose d'abord d'étendre aux instituteurs adoptés le bénéfice de la disposition de l'article 13, qui garantit les instituteurs communaux contre toute réduction de traitement pendant l'exercice de leurs fonctions dans la commune.

La seconde modification vise la dispense d'accorder à raison de la situation financière de la commune, le traitement légal à un instituteur laïc, diplômé ou dispensé de la condition du diplôme.

Il convient, au cas où la dispense serait accordée, qu'un minimum soit fixé, en dessous duquel le traitement ne pourrait descendre : le taux de 1000 fr. pourrait être admis.

La loi actuelle exige l'insertion au *Moniteur* de l'arrêté royal de dispense : les amendements suppriment l'obligation de cette insertion, laquelle ne se justifie pas, les questions de traitement étant d'ordre privé et non d'intérêt public.

L'article 15 est modifié dans plusieurs de ses dispositions.

L'instituteur qui compte quatre années de bons services peut prétendre à une augmentation de 100 francs ; mais sous le régime actuel, en cas de promotion à un grade supérieur, les années antérieures ne lui sont pas comptées au point de vue des augmentations. Le projet propose de faire entrer en ligne de compte toutes les années de fonctions, passées dans l'enseignement communal ou adopté ; il n'est pas nécessaire que ces années soient consécutives : tous les services rendus au cours d'une année complète commençant le 1^{er} janvier pourront être admis.

Si les instituteurs peuvent bénéficier de tous leurs services, la solution des questions relatives à la fixation de leurs traitements devient aisée en cas de changement de fonctions et les difficultés auxquelles l'application de l'arti-

cle 13 dans son texte actuel a donné lieu se trouvent aplanies : l'agent aura toujours droit au traitement initial de la catégorie de la commune, majoré des augmentations acquises du chef de ses services antérieurs; il conserve, en outre, ses titres à l'augmentation en cours.

Aux termes de l'article 13, le Ministre compétent peut décider qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation quatriennale, au cas où ses services n'auraient pas été appréciés comme bons.

La privation de l'augmentation est de plein droit, en cas d'application d'une peine disciplinaire, soumise à l'approbation de la Députation permanente.

Sous le régime de la loi actuelle, c'est au Conseil communal qu'appartient l'initiative de priver l'instituteur de l'augmentation et de proposer au Ministre de le relever de cette déchéance. Si donc le Conseil refuse de prendre cette initiative, l'agent restera privé de son augmentation, alors que cependant il peut avoir donné des preuves d'amendement, de zèle, qui justifieraient le relèvement de la déchéance.

Le Ministre compétent devrait avoir la faculté de prononcer d'office ce relèvement, après avoir entendu le Conseil communal et la Députation permanente, ainsi que l'Inspection scolaire. Ce pouvoir lui est donné par le projet de loi.

En vue d'unifier la législation scolaire existante, qui est formée d'une série de lois, d'une application difficile dans la pratique, les amendements abrogent ces diverses lois pour ne plus en laisser subsister qu'une seule, qui constitue les dispositions que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre.

Examinons maintenant ces dispositions dans leurs conséquences financières pour les communes et pour le Trésor public.

La suppression de la 5^e catégorie aurait pour effet de mettre à la charge des communes la différence résultant du traitement initial tel qu'il est fixé par l'article 13 pour cette catégorie et du taux assigné à la 4^e catégorie.

Pour les petites communes de 1,500 habitants et moins, la dépense serait assez notable et pourrait déséquilibrer leur budget.

En vue de venir en aide à ces communes, il y aurait lieu de faire participer le Trésor public, à titre exceptionnel et transitoire, dans cette dépense, pour ce qui concerne les agents en fonctions au 1^{er} janvier 1910 dans les localités de 5^e catégorie.

Reste à fixer le montant de son intervention. Aux termes de l'article 13, cette intervention est des $\frac{2}{3}$ ou de la moitié, selon que le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes est inférieur ou est supérieur à 100 francs.

Si l'intervention de l'État était réglée d'après cette proportion, la charge qui incomberait de ce chef au Trésor public serait d'environ 150,000 francs; elle ne serait que de 110,000 francs si la participation du Gouvernement était limitée à la moitié de la dépense pour toutes les communes indistinctement.

Mais, indépendamment de cette charge spéciale, il en est une autre provenant de l'admissibilité de tous les services rendus par les instituteurs, à quelque

titre que ce soit, dans l'enseignement communal ou adopté, à la suite d'une nomination définitive.

Le crédit qui est inscrit à l'article 71 du Budget de 1910 du chef de la participation de l'Etat dans les augmentations de traitement est de 1,800,000 francs.

D'autre part, le Budget de l'exercice 1909 laissera de ce chef un disponible qui peut être évalué à fr. 138,515.16.

Pour couvrir la dépense résultant des modifications introduites aux articles 13 et 15 ainsi que de l'intervention exceptionnelle du Trésor public en faveur des communes de moins de 1,501 habitants, par suite de la suppression de la 5^e catégorie, il serait nécessaire de demander un crédit supplémentaire à l'exercice 1910 de l'import du disponible du crédit compétent de l'exercice 1909 et de porter le crédit de 1,800,000 francs à 2,000,000 ou 2,040,000 francs, selon que les Chambres décideront si cette intervention doit être de la moitié ou des deux tiers.

Les amendements proposent que cette intervention soit établie sur les bases de l'article 15.

En ce qui concerne les communes, la charge à résulter pour elles sera de fr. 278,000 ou de 318,000 francs, selon que la première ou la seconde de ces propositions serait admise.

AMENDEMENT.

Modifier comme suit le titre de la proposition :

Proposition de loi relative aux traitements du personnel de l'enseignement primaire.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 13, 14 et 15 de la loi du 15 septembre 1895 sont modifiés comme il suit :

Art 13. (L. 1895, art. 7d). — Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux; ce traitement, casuel compris, ne peut être inférieur à la somme indiquée, pour chaque catégorie de communes, dans le tableau suivant :

Den titel van het voorstel aldus te wijzigen :

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden van het personeel van het lager onderwijs.

ERNIG ARTIKEL.

De artikelen 13, 14 en 15 der wet van 15 September 1895 worden gewijzigd als volgt :

Art. 13 (W. 1895, art. 7d). De gemeenteraad stelt de jaarwedde der gemeenteonderwijzers vast; deze jaarwedde, bijwinsten inbegrepen, mag niet gaan beneden de som die in de volgende tabel voor elke reeks gemeenten aangeduid is :

	Instituteurs.	Institutrices.	Sous-instituteurs.	Sous-institutrices.
4 ^e catégorie. — Communes de moins de 10,000 habitants .	1,400	1,300	1,300	1,400
3 ^e catégorie. — Communes de 10,001 à 40,000 habitants.	1,600	1,400	1,400	1,200
2 ^e catégorie. — Communes de 40,001 à 100,000 habitants.	1,800	1,600	1,500	1,300
1 ^e catégorie. — Communes de plus de 100,000 habitants.	2,400	2,200	1,600	1,400

Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

Lorsqu'une commune est composée de deux ou plusieurs sections bien distinctes, le Roi peut, sur la proposition du Conseil communal, la Députation permanente entendue, décider que le traitement à accorder aux instituteurs d'une ou plusieurs de ces sections sera fixé d'après la population de la section dans laquelle est établie l'école.

Tout traitement actuel n'atteignant pas le minimum légal indiqué ci-dessus sera porté à ce taux à partir du 1^{er} janvier 1910.

L'instituteur a droit à un logement ou à une indemnité de logement. Cette indemnité est fixée à la somme indiquée ci-après, pour chacune des catégories de communes établies par le premier alinéa du présent article :

4 ^e catégorie . . .	500
3 ^e — . . .	400
2 ^e — . . .	600
1 ^e — . . .	800

	Onderwijzers.	Onderwijzeressen.	Hulp-onderwijzers.	Hulp-onderwijzeressen.
4 ^e reeks. — Gemeenten van minder dan 10,000 inwoners .	1,400	1,300	1,300	1,400
3 ^e reeks. — Gemeenten van 10,001 tot 40,000 inwoners .	1,600	1,400	1,400	1,200
2 ^e reeks. — Gemeenten van 40,001 tot 100,000 inwoners .	1,800	1,600	1,500	1,300
1 ^{ste} reeks. — Gemeenten van meer dan 100,000 inwoners .	2,400	2,200	1,600	1,400

De gemeenten worden gerangschikt naar het cijfer der bevolking, vastgesteld door de laatste tienjaarlijkse volkstelling.

Wanneer eene gemeente uit twee of meer wel onderscheiden wijken bestaat, mag de Koning, op voorstel van den Gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, beslissen dat de jaarwedde, te verleen en aan de onderwijzers van een of meer dezer wijken, zal worden vastgesteld naar de bevolking der wijk waar de school gelegen is.

Alle jaarwedde, die thans het hierboven aangeduid wettelijk minimum niet bereikt, zal worden verhoogd tot dit bedrag, te rekenen van 1 Januari 1896.

De onderwijzer heeft recht op huisvesting of op eene vergoeding voor huisvesting. Deze vergoeding wordt bepaald op de hierna aangeduide som, voor elke der reeksen gemeenten, door de eerste alinea van dit artikel vastgesteld :

4 ^e reeks. . . .	300 frank.
3 ^e —	400 —
2 ^e —	600 —
1 ^e —	800 —

Lorsque le mari et la femme sont chefs d'école dans la même commune, ils ne peuvent prétendre qu'à un seul logement ou à une seule indemnité de logement.

Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction, aussi longtemps que les titulaires exercent les mêmes fonctions dans la même commune.

Art. 14. (L. 1898, art. 7e). — Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles primaires adoptées est à la charge des communes; ce traitement ne peut, s'ils sont diplômés ou dispensés de l'examen, être inférieur à la somme indiquée, pour chaque catégorie de communes, dans le tableau qui figure à l'article 13.

Les dispositions des articles 13 et 15, hormis celles relatives à l'allocation d'un logement ou d'une indemnité de logement, sont applicables au personnel des écoles adoptées, belge, diplômé ou dispensé de l'examen.

Dispense des obligations résultant de ces articles peut être accordée par le Roi pour un terme de cinq ans, à raison de la situation financière de la commune, sans toutefois que le traitement puisse être inférieur à 4,000 francs.

Le taux des traitements prévus aux articles précités n'est pas applicable aux instituteurs faisant partie d'une congrégation religieuse.

La commune est tenue d'allouer

Wanneer de man en de vrouw in dezelfde gemeente schoolhoofden zijn, kunnen zij slechts op eene enkele huisvesting of op eene enkele vergoeding voor huisvesting aanspraak maken.

De huidige jaarwedden der onderwijzers, evenals degene, welke hun later zullen worden verleend, mogen geene vermindering ondergaan zoolang de titelvoerenden in dezelfde gemeente in bediening zijn.

Art. 14. (W. 1898, art. 7e). — De jaarwedde der leden van het onderwijzend personeel der aangenomen lagere scholen komt ten laste der gemeenten; deze jaarwedde mag, indien zij gediplomeerd zijn of van het examen ontslagen, niet minder bedragen dan de som, voor elke reeks gemeenten aangeduid in de tabel welke onder artikel 13 staat.

De bepalingen van de artikelen 13 en 15, behalve die betreffende de toekenning van eene huisvesting of van eene vergoeding voor huisvesting, zijn toepasselijk op het personeel der aangenomen scholen, Belgisch, gediplomeerd of van het examen ontslagen.

Ontslaging van de verplichtingen voortspruitende uit die artikelen, kan door den Koning worden toegestaan, voor een tijdsbestek van vijf jaar, uit hoofde van den geldelijken toestand der gemeente, doch zonder dat de jaarwedde beneden de 4000 frank moge gaan.

Het bedrag der jaarwedden, voorzien bij de voornoemde artikelen, is niet toepasselijk op de onderwijzers die deel uitmaken van een geestelijk genootschap.

De gemeente is gehouden jaarlijks

annuellement à toute école adoptée une somme suffisante pour payer les fournitures classiques des enfants qui, ayant droit à l'instruction gratuite, sont admis dans cette école.

Art. 15. (L. 1895, art. 7f) — Tout membre du personnel enseignant a droit à une augmentation de cent francs à l'expiration de chaque période de quatre années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 600 francs le minimum légal de traitement attaché à la fonction qu'il exerce.

Sont admissibles dans le calcul des augmentations, tous les services rendus à la suite d'une nomination à titre définitif, au cours d'une année complète commençant au 1^{er} janvier, dans les écoles primaires communales ou adoptées, en qualité d'instituteur, d'institutrice, de sous-instituteur ou de sous-institutrice.

La première période commencera le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'entrée en fonctions de chaque année.

Lorsqu'un instituteur est promu dans la même commune à une fonction supérieure, ou lorsqu'il accepte dans une autre commune une fonction nouvelle, il a droit au traitement initial de la catégorie, majoré, s'il y a lieu, des augmentations acquises du chef de ses services antérieurs; il conserve, en outre, ses titres à l'augmentation en cours.

aan alle aangenomen school eene voldoende som te verleenen tot betaling van het schoolgerief der kinderen, die, op het kosteloos onderwijs recht hebbende, in die school toegelaten zijn.

Art. 15 (W. 1895, art. 7f). — Elk lid van het onderwijzend personeel heeft recht op eene vermeerdering van honderd frank na verloop van elk tijdvak van vier jaren goede diensten, tot het bedrag van de som noodig om met 600 frank te verhoogen het wettelijk minimum van jaarwedde, verbonden aan het ambt dat hij uitoefent.

Kunnen in aanmerking komen, bij de berekening van de verhoogingen, alle diensten, ten gevolge van eene bepaalde benoeming, in den loop van een volledig jaar beginnende op 1 Januari, bewezen in de lagere gemeentescholen of in de lagere aangenomen scholen, als onderwijzer, onderwijzeres, hulp-onderwijzer of hulponderwijzeres.

Het eerste tijdperk neemt aanvang op 1^{en} Januari van het jaar volgende op de indiensttreding voor elk jaar.

Wanneer een onderwijzer in dezelfde gemeente tot eene hoogere betrekking wordt bevorderd, of wanneer hij eene nieuwe betrekking in eene andere gemeente aanvaardt, heeft hij recht op de aanvangswedde van de reeks, vermeerderd, indien er grond voor is, met de verhoogingen verkregen wegens vroegere diensten; bovendien behoudt hij zijne rechten op de loopende verhooging.

Il en est de même lorsque, par suite du recensement décennal de la population, la commune passe dans une catégorie supérieure.

Lorsque, par suite d'une diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école conservent les traitements et les droits à l'augmentation qu'ils ont acquis en vertu du premier alinéa de l'article 13 et du présent article.

Les augmentations facultatives de traitement allouées par anticipation à l'instituteur peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

Sur la proposition du Conseil communal, après avoir pris l'avis de l'inspecteur et de la députation permanente et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le ministre compétent peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation quadriennale.

L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le Conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période quadriennale pendant laquelle la peine a été infligée.

Le ministre compétent pourra dans l'un et l'autre cas, relever l'instituteur de la déchéance encou-

Dat geschiedt eveneens, wanneer, tengevolge van de tienjaarlijkse volkstelling, de gemeente naar eene hoogere reeks overgaat.

Wanneer, ten gevolge van afnemend er bevolking der gemeente, eene school naar eene lagere reeks overgaat, heeft deze verandering slechts uitwerking ten opzichte van het personeel dat, na de nieuwe rangschikking, benoemd wordt. De vroeger aan de school gehechte onderwijzers behouden de jaarwedden en de rechten op verhooging welke zij hebben verworven krachtens de eerste alinea van artikel 13 en dit artikel.

De niet verplichte verhoogingen van jaarwedde, bij voorbaat aan den onderwijzer verleend, mogen van de latere verplichte verhoogingen afgeteld worden.

Op voorstel van den gemeenteraad, na het advies van den opzien-der en van de Bestendige Deputatie ingewonnen en den onderwijzer in zijne uitleggingen gehoord te hebben, kan de betrokken Minister, bij met redenen omkleede beslissing, verklaren, dat er geene reden bestaat aan een bepaalden onderwijzer de vierjaarlijkse verhooging te verleen.

De onderwijzer, getroffen met eene tuchtstraf, zwaarder dan de-gene, welke de gemeenteraad zonder goedkeuring der Bestendige Deputatie mag uitspreken, zal de verhooging niet krijgen, verbonden aan het vierjarig tijdvak, waarin de straf werd opgelegd. In beide gevallen kan de betrokken Minister, den gemeenteraad en de Bestendige Deputatie gehoord, den onderwijzer

rue, après avoir entendu le conseil communal et la députation permanente.

Dans les communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas cent francs, l'Etat supportera les deux tiers des augmentations périodiques obligatoires et la moitié dans les autres communes jusqu'à concurrence de la somme de 600 francs prévue à l'alinéa 1 du présent article.

Toutefois, si par application des lois du 22 juin 1899, 14 août 1903, 3 mai 1904 et 21 mai 1906, il était intervenu dans les augmentations garanties par ces lois pour une quotité supérieure à 600 francs, il continuera sa participation dans la même proportion. Il continuera également à intervenir dans l'augmentation de 200 francs prévue à l'alinéa 3 de l'article 15, tel qu'il était conçu lors de la promulgation de la loi du 15 septembre 1895.

Les dispositions qui font l'objet de la présente loi remplaceront les articles 13, 14 et 15 de la loi du 15 septembre 1895, ainsi que les lois des 14 août 1903, 3 mai 1904 et 21 mai 1906.

Disposition transitoire.

Par mesure transitoire, le montant de la dépense reconnue nécessaire pour porter au taux initial fixé par le barème de l'article 13 les traitements des membres du personnel enseignant en fonctions au 1^{er} janvier 1910 dans les communes ou sections de communes de 1,500 habitants au moins, sera supporté par

van de toepassing van dezen maatregel ontslaan.

In de gemeenten waar de opbrengst van een opcentiem bij de hoofdsom der rechtstreeksche belasting honderd frank niet te boven gaat, zal de Staat de twee derden der verplichte geregelde verhoogingen dragen; in de andere gemeenten zal hij tusschenkomen tot bedrag der som van 600 frank, voorzien bij lid 1 van dit artikel.

Indien hij echter, met toepassing der wetten van 22 Juni 1899, 14 Augustus 1903, 3 Mei 1904 en 21 Mei 1906, in de bij deze wetten gewaarborgde verhoogingen bijdroeg voor eene hoogere som dan 600 frank, zal hij zijne bijdrage in dezelfde verhouding voortzetten. Hij zal insgelijks bijdragen in de verhooging van 200 frank, voorzien in de eerste alinea van artikel 15, zooals zij luidde bij de afkondiging der wet van 15 September 1895.

De bepalingen, in deze wet opgenomen, vervangen de artikelen 13, 14 en 15 der wet van 15 September 1895, alsmede de wetten van 14 Augustus 1903, 3 Mei 1904 en 21 Mei 1906.

Overgangsbepaling.

Bij wijze van overgang, zal de uitgave, noodig bevonden om de jaarwedden der leden van het onderwijzend personeel, op 1 Januari 1910 werkzaam in de gemeenten of wijken van gemeenten met ten minste 1,500 inwoners, te brengen tot op het aanvangsbedrag vastgesteld bij het barema van arti-

le trésor public selon la proportion
établie à l'article 13.

kel 13, door de Schatkist worden be-
streden in de bij artikel 13 vastge-
stelde verhouding.

H. CARTON DE WIAAT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 MEI 1910.

Wetsvoorstel tot wijziging van het eerste artikel der wet van 21 Mei 1906,
betreffende de jaarwedden van het personeel van het lager onderwijs (1).

AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR DEN HEER CARTON DE WIART.

INLEIDING.

De wetsvoorstellen, door de achtbare heeren Buyl en Maenhaut ingediend ter verbetering van den toestand der lagere onderwijzers, geven slechts voldoening aan de onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen in gemeenten van de 5^e reeks, alsmede aan de hulponderwijzers en hulponderwijzeressen in gemeenten van de 4^e en de 3 reeks.

Het onderwijzend personeel in gemeenten van de andere reeksen, voorzien bij artikel 15 der schoolwet, geniet reeds nu een gelijk of een hooger inkomen dan door deze voorstellen wordt bepaald; dus zouden deze voorstellen, werden zij aangenomen, niet van toepassing zijn op bedoeld personeel. Dit zou voor gevolg hebben dat de jaarwedde van deze onderwijzers zou bepaald blijven overeenkomstig artikel 15 der wet van 15 September 1895, 't is te zeggen dat zij, bij het berekenen van de periodieke verhoogingen, niet al hunne dienstjaren zouden kunnen medetellen en bij voortduur eene verhooging van 100 frank om de vier jaren zouden trekken, terwijl zij, die de weldaad zouden genieten van het voorstel des heeren Gielen, overgenomen door den heer Buyl, 300, ja 400 frank verhooging, en zij, die door het ontwerp van den heer Maenhaut worden bedoeld, verhoogingen van 150 frank zouden kunnen erlangen.

Voor onderwijzers met hetzelfde getal dienstjaren zouden dus gelden verschillende wetten, naar gelang van de reeks waartoe hunne gemeente behoort.

Evenwel wil de heer Buyl geen verschil meer in den toestand der onderwijzers, vermits, zegt hij, « men geene redenen kan doen gelden tot rechtvaardiging eener wet, die verschillend behandelt mannen, welke deel

(1) Wetsvoorstellen, n^{rs} 37 en 210 (zittingsjaar 1908-1909).

Verslag, n^r 210.

» uitmaken van hetzelfde onderwijzend korps, dezelfde taak waarnemen,
» dezelfde verplichtingen in de samenleving en tevens dezelfde behoeften
» hebben ».

De gelijkheid, door den heer Buyl bedoeld, bestaat dus niet in zijn voorstel.

De toestand der onderwijzers moet immer de bezorgdheid der openbare machten verwekken.

Om gevolg te geven aan hunne billijke eischen en een einde te maken aan de bezwaren tegen en de betwistingen over het gemis van duidelijkheid en helderheid der bepalingen betreffende het vaststellen van de jaarwedden der onderwijzers, heb ik de eer, als amendement op de artikelen 13, 14 en 15 der schoolwet, de volgende bepalingen voor te stellen.

Artikel 13 van die wet stelt vijf reeksen van gemeenten in.

Er bestaat aanleiding tot het weglaten van de 5^e reeks, wat betreft het inkomen zoowel als de raming van de huisvesting of de vergoeding daarvoor.

De onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen zouden dus hunne loopbaan aanvangen met eene wedde respectievelijk van 1,400, 1,500, 1,500 en 1,100 frank; daarenboven zouden de onderwijzers en onderwijzeressen eene woning erlangen ter huurwaarde van 500 frank, of deze som als vergoeding daartoe. Verder verhoogden de amendementen de aanvangswedde der hulponderwijzers van de 4^e, 5^e, 2^e en 1^e reeks met 200 frank, die der hulponderwijzeressen van de 5^e, 2^e en 1^e reeks met 100 frank.

Artikel 14 voorziet drie wijzigingen : vooreerst wil het tot de aangenomen onderwijzers uitstrekken de weldaad van de bepaling van artikel 13, dat de gemeenteonderwijzers vrijwaart tegen elke vermindering van jaarwedde tijdens het waarnemen van hun ambt in de gemeente.

De tweede wijziging beoogt de niet-verplichting, uit hoofde van den geldelijken toestand der gemeente, om de wettelijke jaarwedde te verleenen aan een wereldlijken, gediplomeerden of van het diploma ontslagen onderwijzer.

Mocht de ontslaging worden verleend, dan dient te worden bepaald een minimum, beneden hetwelk de jaarwedde niet mag dalen : het bedrag van 1,000 frank zou kunnen aangenomen worden.

De bestaande wet eischt, dat het besluit tot ontslaging wordt opgenomen in het *Staatsblad* : de amendementen doen de verplichte opneming wegvallen; zij is overigens niet gerechtvaardigd, vermits het geldt zaken van jaarwedde, van privaat en niet van algemeen belang.

Artikel 15 wordt gewijzigd in verscheidene van zijne bepalingen.

Een onderwijzer, die vier jaren goede diensten telt, heeft aanspraak op 100 frank verhooging; doch onder het bestaande stelsel worden hem, ingeval van bevordering tot een hooger graad, de vroegere jaren niet aangerekend voor de verhoogingen. De amendementen stellen voor, al de jaren dienst in het gemeentelijk of aangenomen onderwijs te laten medetellen; het is niet noodig dat het achtereenvolgende jaren zijn : al de diensten, bewezen in den loop van een volledig jaar beginnende op 1 Januari, kunnen in aanmerking komen.

Mogen de onderwijzers al hunne diensten mederekenen, dan kunnen de vraagstukken betreffende het bepa'en van hunne jaarwedde gemakkelijk worden opgelost ingeval van verandering van betrekking en zijn de bezwaren, waartoe de toepassing van artikel 13 met zijn tegenwoordigen tekst aanleiding gaf, uit den weg geruimd: de onderwijzer altijd recht heeft op de aanvangswedde der reeks waartoe de gemeente behoort, waarbij zich voegen de verhoogingen, verworven door zijne vroegere diensten; daarenboven behoudt hij zijn recht op de verhooging waarvoor het tijdperk is aangevaugen.

Volgens artikel 13. kan de bevoegde Minister beslissen dat er geene reden bestaat om eenen onderwijzer de vierjaarlijksche verhooging toe te kennen, indien zijne diensten niet als goed worden beschouwd.

De ontzegging van verhooging geschiedt van rechtswege, ingeval van toepassing eener tuchtstraf, onderworpen aan de goedkeuring der Bestendige Deputatie.

Onder de bestaande wet, is het de Gemeenteraad die beslist over de ontzegging van verhooging en den Minister voorstelt, deze ontzegging in te trekken. Zoo de Raad weigert het te doen, dan blijft de onderwijzer verstoken van zijne verhooging, al mocht deze soms bewijs van beter gedrag en ijver hebben gegeven, waardoor de opheffing van de berooving wordt gerechtvaardigd.

De bevoegde Minister dient het recht te bezitten, van ambtswege deze opheffing uit te spreken na den Gemeenteraad, de Bestendige Deputatie en den schoolopziener te hebben gehoord. De amendementen kennen hem dat recht toe.

Ten einde eenheid te brengen in de bestaande schoolwetgeving, samengesteld uit eene reeks wetten, die in de practijk moeilijk kunnen toegepast worden, worden door deze amendementen die verschillende wetten ingetrokken: nog slechts ééne wet zou van kracht blijven, namelijk de wet houdende de bepalingen, die ik de eer heb aan de Kamer te onderwerpen.

Laten we nu deze bepalingen onderzoeken met het oog op de geldelijke gevolgen voor de gemeenten en de Schatkist.

Door de afschaffing van de 5^e reeks komt ten laste van de gemeenten het verschil tusschen de aanvangswedde, voor die reeks bepaald bij artikel 13, en het bedrag voor de 4^e reeks.

Voor kleine gemeenten met 1,500 ingezetenen en minder, zou de uitgave nog al aanzienlijk zijn en kan zij het evenwicht der begrooting verstoren.

Om deze gemeenten te gemoet te komen, zou de Schatkist, bij uitzondering en als overgangsmaatregel, moeten bijdragen tot deze uitgave, wat betreft de onderwijzers, op 1 Januari 1910 werkzaam in gemeenten van de 5^e reeks.

Nu dient nog het bedrag van hare bijdrage te worden bepaald. Volgens artikel 13 is die bijdrage $\frac{2}{3}$ of de helft, naar gelang dat de opbrengst van een opeentiem bij de hoofdsom der rechtstreeksche belasting minder of meer bedraagt dan 100 frank.

Werd 's Rijks bijdrage geregeld naar die verhouding, dan zou de Schatkist uit dien hoofde nagenoeg 150,000 frank betalen en slechts 110,000 frank,

indien de Regeering enkel voor de helft bijdraagt in de kosten voor al de gemeenten zonder onderscheid.

Doch ongeminderd dezen bijzonderen last, is er een andere, voortspruitende uit het toerekenen van al de diensten, door de onderwijzers bewezen, hoe het ook zij, in het gemeenteonderwijs of in het aangenomen onderwijs, ten gevolge van cene definitieve benoeming.

Het krediet, uitgetrokken onder artikel 71 der Begrooting voor 1910 wegens bijdrage van den Staat tot verhooging van jaarwedden, beloopt 1,800,000 frank.

Anderdeels zal de Begrooting voor het dienstjaar 1909 beschikbaar laten eene som die mag geraamd worden op fr. 138,515.16.

Om de kosten te dekken, die voortspruiten uit de wijzigingen in de artikelen 13 en 15, alsmede uit de uitzonderlijke bijdrage der Schatkist voor gemeenten met min dan 1,501 ingezetenen, — ten gevolge van de afschaffing der 5^e reeks, — zou men een hooger krediet moeten aanvragen op de Begrooting voor 1910, bedragende evenveel als het krediet, beschikbaar gebleven op het dienstjaar 1909, en het brengen van 1,800,000 frank tot op 2,000,000 of 2,040,000 frank, naar gelang dat de Kamers beslissen de bijdrage te bepalen op de helft of op twee derden.

De amendementen stellen voor, de bijdrage te bepalen op den grondslag van artikel 15.

Voor de gemeenten zouden de lasten 278,000 of 318,000 frank bedragen, naar gelang dat het eerste of het tweede voorstel wordt aangenomen.

AMENDEMENT.

Modifier comme suit le titre de la proposition :

Proposition de loi relative aux traitements du personnel de l'enseignement primaire.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 13, 14 et 15 de la loi du 15 septembre 1895 sont modifiés comme il suit :

Art. 13. (L. 1895, art. 7d). — Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux; ce traitement, casuel compris, ne peut être inférieur à la somme indiquée, pour chaque catégorie de communes, dans le tableau suivant :

Den titel van het voorstel aldus te wijzigen :

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden van het personeel van het lager onderwijs.

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 13, 14 en 15 der wet van 15 September 1895 worden gewijzigd als volgt :

Art. 13 (W. 1895, art. 7d). — De Gemeenteraad stelt de jaarwedde der gemeenteonderwijzers vast; deze jaarwedde, bijwinsten begrepen, mag niet gaan beneden de som die in de volgende tabel voor elke reeks gemeenten aangeduid is :

	Instituteurs.	Institutrices.	Sous-instituteurs.	Sous-institutrices.
4 ^e catégorie. — Communes de moins de 10,000 habitants .	1,400	1,300	1,300	1,400
3 ^e catégorie. — Communes de 10,001 à 40,000 habitants.	1,600	1,400	1,400	1,200
2 ^e catégorie. — Communes de 40,001 à 100,000 habitants.	1,800	1,600	1,500	1,300
1 ^e catégorie. — Communes de plus de 100,000 habitants.	2,400	2,200	1,600	1,400

Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

Lorsqu'une commune est composée de deux ou plusieurs sections bien distinctes, le Roi peut, sur la proposition du Conseil communal, la Députation permanente entendue, décider que le traitement à accorder aux instituteurs d'une ou plusieurs de ces sections sera fixé d'après la population de la section dans laquelle est établie l'école.

Tout traitement actuel n'atteignant pas le minimum légal indiqué ci-dessus sera porté à ce taux à partir du 1^{er} janvier 1910.

L'instituteur a droit à un logement ou à une indemnité de logement. Cette indemnité est fixée à la somme indiquée ci-après, pour chacune des catégories de communes établies par le premier alinéa du présent article :

4 ^e catégorie . . .	300
3 ^e — . . .	400
2 ^e — . . .	600
1 ^e — . . .	800

	Onderwijzers.	Onderwijzeressen.	Hulp-onderwijzers.	Hulp-onderwijzeressen.
4 ^e reeks. — Gemeenten van minder dan 10,000 inwoners .	1,400	1,300	1,300	1,400
3 ^e reeks. — Gemeenten van 10,001 tot 40,000 inwoners .	1,600	1,400	1,400	1,200
2 ^e reeks. — Gemeenten van 40,001 tot 100,000 inwoners .	1,800	1,600	1,500	1,300
1 ^{ste} reeks. — Gemeenten van meer dan 100,000 inwoners .	2,400	2,200	1,600	1,400

De gemeenten worden gerangschikt naar het cijfer der bevolking, vastgesteld door de laatste tienjaarlijkse volkstelling.

Wanneer eene gemeente uit twee of meer wel onderscheiden wijken bestaat, mag de Koning, op voorstel van den Gemeenteraad, de Bestendige Deputatie gehoord, beslissen dat de jaarwedde, te verleen en aan de onderwijzers van een of meer dezer wijken, zal worden vastgesteld naar de bevolking der wijk waar de school gelegen is.

Alle jaarwedde, die thans het hierboven aangeduid wettelijk minimum niet bereikt, zal worden verhoogd tot dit bedrag, te rekenen van 1 Januari 1910.

De onderwijzer heeft recht op huisvesting of op eene vergoeding voor huisvesting. Deze vergoeding wordt bepaald op de hierna aangeduide som, voor elke der reeksen gemeenten, door de eerste alinea van dit artikel vastgesteld :

4 ^e reeks. . . .	300 frank.
3 ^e —	400 —
2 ^e —	600 —
1 ^e —	800 —

Lorsque le mari et la femme sont chefs d'école dans la même commune, ils ne peuvent prétendre qu'à un seul logement ou à une seule indemnité de logement.

Les traitements actuels des instituteurs, comme ceux qui leur seront accordés ultérieurement, ne pourront subir aucune réduction, aussi longtemps que les titulaires exercent les mêmes fonctions dans la même commune.

Art. 14. (L. 1895, art. 7e). — Le traitement des membres du personnel enseignant des écoles primaires adoptées est à la charge des communes; ce traitement ne peut, s'ils sont diplômés ou dispensés de l'examen, être inférieur à la somme indiquée, pour chaque catégorie de communes, dans le tableau qui figure à l'article 13.

Les dispositions des articles 13 et 15, hormis celles relatives à l'allocation d'un logement ou d'une indemnité de logement, sont applicables au personnel des écoles adoptées, belge, diplômé ou dispensé de l'examen.

Dispense des obligations résultant de ces articles peut être accordée par le Roi pour un terme de cinq ans, à raison de la situation financière de la commune, sans toutefois que le traitement puisse être inférieur à 1,000 francs.

Le taux des traitements prévus aux articles précités n'est pas applicable aux instituteurs faisant partie d'une congrégation religieuse.

La commune est tenue d'allouer

Wanneer de man en de vrouw in dezelfde gemeente schoolhoofden zijn, kunnen zij slechts op eene enkele huisvesting of op eene enkele vergoeding voor huisvesting aanspraak maken.

De huidige jaarwedden der onderwijzers, evenals degene, welke hun later zullen worden verleend, mogen geene vermindering ondergaan zoolang de titelvoerenden in dezelfde gemeente in bediening zijn.

Art. 14. (W. 1895, art. 7e). — De jaarwedde der leden van het onderwyzend personeel der aangenomen lagere scholen komt ten laste der gemeenten; deze jaarwedde mag, indien zij gediplomeerd zijn of van het examen ontslagen, niet minder bedragen dan de som, voor elke reeks gemeenten aangeduid in de tabel welke onder artikel 13 staat.

De bepalingen van de artikelen 13 en 15, behalve die betreffende de toekenning van eene huisvesting of van eene vergoeding voor huisvesting, zijn toepasselijk op het personeel der aangenomen scholen, Belgisch, gediplomeerd of van het examen ontslagen.

Ontslaging van de verplichtingen voortvloeiende uit die artikelen, kan door den Koning worden toegestaan, voor een tijdsbestek van vijf jaar, uit hoofde van den geldelijken toestand der gemeente, doch zonder dat de jaarwedde beneden de 1,000 frank moge gaan.

Het bedrag der jaarwedden, voorzien bij de voornoemde artikelen, is niet toepasselijk op de onderwijzers die deel uitmaken van een geestelijk genootschap.

De gemeente is gehouden jaarlijks

annuellement à toute école adoptée une somme suffisante pour payer les fournitures classiques des enfants qui, ayant droit à l'instruction gratuite, sont admis dans cette école.

Art. 15. (L. 1895, art. 7f) — Tout membre du personnel enseignant a droit à une augmentation de cent francs à l'expiration de chaque période de quatre années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 600 francs le minimum légal de traitement attaché à la fonction qu'il exerce.

Sont admissibles dans le calcul des augmentations, tous les services rendus à la suite d'une nomination à titre définitif, au cours d'une année complète commençant au 1^{er} janvier, dans les écoles primaires communales ou adoptées, en qualité d'instituteur, d'institutrice, de sous-instituteur ou de sous-institutrice.

La première période commencera le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'entrée en fonctions de chaque année.

Lorsqu'un instituteur est promu dans la même commune à une fonction supérieure, ou lorsqu'il accepte dans une autre commune une fonction nouvelle, il a droit au traitement initial de la catégorie, majoré, s'il y a lieu, des augmentations acquises du chef de ses services antérieurs; il conserve, en outre, ses titres à l'augmentation en cours.

aan alle aangenomen school eene voldoende som te verleenen tot betaling van het schoolgrief der kinderen, die, op het kosteloos onderwijs recht hebbende, in die school toegelaten zijn.

Art. 15 (W. 1895, art. 7f). — Elk lid van het onderwijzend personeel heeft recht op eene vermeerdering van honderd frank na verloop van elk tijdvak van vier jaren goede diensten, tot het bedrag van de som noodig om met 600 frank te verhoogen het wettelijk minimum van jaarwedde, verbonden aan het ambt dat hij uitoefent.

Kunnen in aanmerking komen, bij de berekening van de verhoogingen, alle diensten, ten gevolge van eene bepaalde benoeming, in den loop van een volledig jaar beginnende op 1 Januari, bewezen in de lagere gemeentescholen of in de lagere aangenomen scholen, als onderwijzer, onderwijzeres, hulp-onderwijzer of hulponderwijzeres.

Het eerste tijdperk neemt aanvang op 1 Januari van het jaar volgende op de indiensttreding voor elk jaar.

Wanneer een onderwijzer in dezelfde gemeente tot eene hoogere betrekking wordt bevorderd, of wanneer hij eene nieuwe betrekking in eene andere gemeente aanvaardt, heeft hij recht op de aanvangswedde van de reeks, vermeerderd, indien er grond voor is, met de verhoogingen verkregen wegens vroegere diensten; bovendien behoudt hij zijne rechten op de loopende verhooging.

Il en est de même lorsque, par suite du recensement décennal de la population, la commune passe dans une catégorie supérieure.

Lorsque, par suite d'une diminution de la population de la commune, une école passe dans une catégorie inférieure, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard du personnel nommé postérieurement à la nouvelle classification. Les instituteurs précédemment attachés à l'école conservent les traitements et les droits à l'augmentation qu'ils ont acquis en vertu du premier alinéa de l'article 13 et du présent article.

Les augmentations facultatives de traitement allouées par anticipation à l'instituteur peuvent être déduites des augmentations obligatoires subséquentes.

Sur la proposition du Conseil communal, après avoir pris l'avis de l'inspecteur et de la députation permanente et avoir entendu l'instituteur dans ses explications, le ministre compétent peut, par décision motivée, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accorder à un instituteur l'augmentation quatriennale.

L'instituteur qui aura été frappé d'une peine disciplinaire plus grave que celle que le Conseil communal peut prononcer sans l'approbation de la députation permanente, sera privé de l'augmentation se rapportant à la période quatriennale pendant laquelle la peine a été infligée.

Le ministre compétent pourra dans l'un et l'autre cas, relever l'instituteur de la déchéance encourue.

Dat geschiedt eveneens, wanneer, ten gevolge van de tienjaarlijkse volkstelling, de gemeente naar eene hoogere reeks overgaat.

Wanneer, ten gevolge van afneming der bevolking der gemeente, eene school naar eene lagere reeks overgaat, heeft deze verandering slechts uitwerking ten opzichte van het personeel dat, na de nieuwe rangschikking, benoemd wordt. De vroeger aan de school gehechte onderwijzers behouden de jaarwedden en de rechten op verhooging welke zij hebben verworven krachtens de eerste alinea van artikel 13 en dit artikel.

De niet verplichte verhoogingen van jaarwedde, bij voorbaat aan den onderwijzer verleend, mogen van de latere verplichte verhoogingen afgeteld worden.

Op voorstel van den Gemeenteraad, na het advies van den opzienner en van de Bestendige Deputatie ingewonnen en den onderwijzer in zijne uitleggingen gehoord te hebben, kan de betrokken Minister, bij met redenen omkleede beslissing, verklaren, dat er geene reden bestaat aan een bepaalden onderwijzer de vierjaarlijksche verhooging te verleen.

De onderwijzer, getroffen met eene tuchtstraf, zwaarder dan degene, welke de Gemeenteraad zonder goedkeuring der Bestendige Deputatie mag uitspreken, zal de verhooging niet krijgen, verbonden aan het vierjarig tijdvak, waarin de straf werd opgelegd.

In beide gevallen kan de betrokken Minister, den gemeenteraad en de Bestendige Deputatie gehoord,

rue, après avoir entendu le conseil communal et la députation permanente.

Dans les communes où le produit d'un centime additionnel au principal des contributions directes ne dépasse pas cent francs, l'Etat supportera les deux tiers des augmentations périodiques obligatoires et la moitié dans les autres communes jusqu'à concurrence de la somme de 600 francs prévue à l'alinéa 1 du présent article.

Toutefois, si par application des lois du 22 juin 1899, 14 août 1903, 3 mai 1904 et 21 mai 1906, il était intervenu dans les augmentations garanties par ces lois pour une quotité supérieure à 600 francs, il continuera sa participation dans la même proportion. Il continuera également à intervenir dans l'augmentation de 200 francs prévue à l'alinéa 3 de l'article 15, tel qu'il était conçu lors de la promulgation de la loi du 15 septembre 1893.

Les dispositions qui font l'objet de la présente loi remplaceront les articles 13, 14 et 15 de la loi du 15 septembre 1893, ainsi que les lois des 14 août 1903, 3 mai 1904 et 21 mai 1906.

Disposition transitoire.

Par mesure transitoire, le montant de la dépense reconnue nécessaire pour porter au taux initial fixé par le barème de l'article 13 les traitements des membres du personnel enseignant en fonctions au 1^{er} janvier 1910 dans les communes ou sections de communes de 1,500 habitants au moins, sera supporté par

den onderwijzer van de toepassing van dezen maatregel ontslaan.

In de gemeenten waar de opbrengst van een opcentiem bij de hoofdsom der rechtstreekse belastingen honderd frank niet te boven gaat, zal de Staat de twee derden der verplichte geregelde verhoogingen dragen en, in de andere gemeenten, de helft tot bedrag der som van 600 frank voorzien bij lid 1 van dit artikel.

Indien hij echter, met toepassing der wetten van 22 Juni 1899, 14 Augustus 1903, 3 Mei 1904 en 21 Mei 1906, in de bij deze wetten gewaarborgde verhoogingen bijdroeg voor eene hoogere som dan 600 frank, zal hij zijne bijdrage in dezelfde verhouding voortzetten. Hij zal insgelijks bijdragen in de verhooging van 200 frank, voorzien in de derde alinea van artikel 15, zooals zij luidde bij de afkondiging der wet van 15 September 1893.

De bepalingen, in deze wet opgenomen, vervangen de artikelen 13, 14 en 15 der wet van 15 September 1893, alsmede de wetten van 14 Augustus 1903, 3 Mei 1904 en 21 Mei 1906.

Overgangsbepaling.

Bij wijze van overgang, zal de uitgave, noodig bevonden om de jaarwedden der leden van het onderwijzend personeel, op 1 Januari 1910 werkzaam in de gemeenten of wijken van gemeenten met ten minste 1,500 inwoners, te brengen tot op het aanvangsbedrag vastgesteld bij het barema van arti-

le trésor public selon la proportion
établie à l'article 13.

kel 13, door de Schatkist worden be-
streden in de bij artikel 13 vastge-
stelde verhouding.

H. CARTON DE WIART.
